

OBSERVATOIRE PARTENARIAL de l'ÉCONOMIE de Lille Métropole

TABLEAU DE BORD N°2

PREMIER TRIMESTRE 2012

LES OBJECTIFS DE L'OPE :

Depuis 2006, l'OPE travaille à la définition des enjeux du territoire et à la mise en place d'un outil partagé de connaissance de l'économie métropolitaine.

LE TABLEAU DE BORD :

L'OPE propose trois types de publications : les tableaux de bord, les synthèses, les études.

Le tableau de bord présente, au travers une sélection d'indicateurs, les évolutions récentes du tissu économique, de l'emploi et de l'attractivité à l'échelle de l'arrondissement de Lille, en comparaison avec la région Nord-Pas de Calais et la France.

Il met en avant les dernières données disponibles et évolutions des indicateurs sur la période la plus pertinente. La publication est trimestrielle.

Les publications de l'OPE

LES PARTENAIRES :

L'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole, la Chambre de commerce et d'industrie Région Nord de France, la Chambre de commerce et d'industrie Grand Lille, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nord - Pas de Calais, le Comité de Bassin d'Emploi Lille Métropole, le Conseil de Développement de Lille Métropole, le Conseil général du Nord, le Conseil régional Nord - Pas de Calais, la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Entreprises et développement, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, Je crée en Nord - Pas de Calais, Lille Métropole (Service Intelligence et Stratégie Economiques et Service Ressources et Dotations fiscales), Mission Bassin Minier, les Maisons de l'Emploi, Nord France Innovation Développement, Pôle emploi et l'Union pour le Recouvrement des cotisations de la Sécurité Sociale et des Allocations Familiales, Université de Lille 1.

Les travaux de l'Observatoire Partenarial de l'Economie (OPE) de Lille Métropole reposent sur une définition partagée des grands enjeux du territoire en matière d'emploi, de vitalité économique et d'attractivité.

Dans cette logique, l'Observatoire Partenarial de l'économie de Lille Métropole est un lieu d'échange et de partage. Il favorise le développement d'une vision transversale du territoire.

Bilan et perspectives

Ce premier tableau de bord de l'année se distingue des autres numéros. Il propose le point de vue d'acteurs recueillis sur l'année 2011 et leurs perspectives pour l'année 2012, ainsi que des indicateurs "repères" en matière de vitalité du tissu économique, d'emploi et d'attractivité.

Sommaire

Bilan et perspectives de l'"Économie Monde" : ralentissement général.....	2
<i>Approche Générale</i>	2
<i>Approche Territoriale</i>	2
Bilan et perspectives de l'économie de la région Nord-Pas de Calais et de l'arrondissement de Lille : l'essoufflement	3
<i>Approche Générale</i>	3
<i>Approche Sectorielle</i>	3
Indicateurs "repères"	7
Pour en savoir plus	9



Un simple clic sur le texte en italique
vous permettra d'accéder directement à la partie concernée.

▼ Approche Générale

Rétrospective de l'année 2011

L'année 2011 est une année de ralentissement économique qui a fait entrer la France en récession. La crise économique initiée en 2010 devait pourtant trouver son terme et engager une reprise économique de grande ampleur. A la place de signes positifs, ce sont des chocs exogènes qui se sont produits : sismiques dans un premier temps avec le tremblement de terre Japonais, puis avec la raréfaction des matières premières en impactant le prix du baril de pétrole. Tels des dominos, les tensions sont ensuite devenues financières avec l'apparition de l'insolvabilité structurelle de la Grèce. A cela, il faut ajouter une croissance mondiale nettement sur-estimée.

L'Europe face à ses responsabilités en matière de gouvernance et de dettes et sous le poids des agences de notation entreprend un plan d'austérité sur mesure de restrictions budgétaires. A un premier semestre en berne sur l'économie américaine, succède un dernier semestre où la croissance américaine est bien inférieure aux cycles précédemment étudiés en phase d'expansion et de reprise. Même les pays émergents relativement épargnés jusque

maintenant sont devenus concernés. Si le taux de croissance de leur PIB reste supérieur à la zone Euro, leur croissance est malgré tout en décélération lente. Seul effet positif, les taux de croissance explosifs issus du passé générant des tensions inflationnistes sont du coup maîtrisés mécaniquement.

Prospective 2012 - 2013

Proposition d'un scénario économique modéré sur les trois zones majeures d'influence avec une proposition de **taux de croissance mondial qui devrait continuer sa décélération** sans nouvelle entrée en récession.

La situation en Europe sera difficile en Europe tout au long de l'année mais sans fatalisme comme un éclatement de la zone Euro. La reprise devrait alors se faire sentir d'abord aux Etats Unis à un rythme de reprise lent et un taux de croissance en demi-teinte au niveau des pays émergents.

▼ Approche Territoriale

Etats-Unis	<p>Comme suite aux fortes attentes de l'année 2010, puis aux fortes inquiétudes de l'année 2011, les perspectives liées à l'année 2012 devrait progressivement s'éclaircir vers la fin d'année. Avec comme principales raisons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le taux de chômage sous les 9% depuis 2 ans. - La hausse des revenus des ménages comme principal facteur clé de la stabilité de la croissance initiée par une stabilité forte de la consommation. <p>En renforcement de cette croissance, un prix de l'immobilier à maturité voire en léger déclin, des stocks à des niveaux très faibles et qui ne peuvent que se reconstituer avec les premiers signes de relance de la production. La réserve fédérale américaine qui a soutenu l'activité économique par sa politique accommodante (Politique de réduction des taux longs par une politique volontariste axée sur les taux courts), devrait continuer sur la même ligne jusqu'au premier semestre 2013. Une création monétaire dite « Quantitative Easing » est même possible avec le maintien d'un objectif aidé de croissance supérieur à 1,7%.</p>
Europe	<p>La zone Euro est entrée en récession au dernier trimestre 2011 sous l'effet du resserrement du crédit et des politiques d'austérité. Mais une partie des solutions sont engagées à savoir une réponse à la crise des dettes souveraines au travers du Fonds Européen de Stabilité Financière et de l'extension du respect de la discipline budgétaire pour l'ensemble des pays de la zone Euro.</p> <p>L'effet positif des actions de la Banque Centrale Européenne a été concrétisé dans sa lutte contre l'assèchement des crédits court terme par des refinancements bancaires à 3 ans.</p> <p>L'exception européenne réside dans le cas de l'Allemagne qui surperforme ses voisins en faisant la marche en tête sur le seul critère de la croissance. Toutefois quelques signes pointent à l'horizon comme la baisse de l'investissement.</p> <p>La croissance en Europe pour l'année 2012 sera probablement proche de zéro comme pour la France et l'Espagne. L'Allemagne devrait, quant à elle, exprimer un taux de croissance de 0,8%, mais le taux de croissance de l'Italie devrait être négatif de -0,7%.</p>
Pays émergents	<p>En 2011 de grosses inquiétudes ont pris place sur ces marchés avec de fortes tensions inflationnistes en provenance de la hausse des prix de l'énergie, de l'immobilier et de l'alimentation. La conséquence de cette surchauffe est un durcissement monétaire jusqu'en milieu d'année. Les pays émergents subissant par ricochet la baisse de la croissance européenne et du reste du monde ont vu leur commerce extérieur baisser. Mais globalement le bilan de la croissance des émergents reste correct car fortement appuyé sur une demande intérieure forte.</p> <p>De ce fait, les perspectives de montée de l'inflation ont reculé par effet mécanique et ont permis un assouplissement monétaire afin d'éviter une perspective d'atterrissage brutal de l'économie. Les pays émergents possèdent donc une forte capacité de réaction qui leur permettrait de procéder à des relances budgétaires importantes.</p>

Approche Générale

Rétrospective de l'année 2011

En 2011, en région, tous les secteurs ont enregistré une croissance de leurs chiffres d'affaires plus ou moins soutenue. Pour autant, le niveau d'investissement n'a fait que se maintenir au niveau observé en 2010, voire à diminuer. L'emploi également s'est dégradé.

A l'échelle de l'arrondissement de Lille, les constats sont identiques. 2011 fut une année mitigée : les chiffres d'affaires réalisés sont jugés moyens (41%) ou bons (31%). Le niveau d'investissement est contrasté.

Prospective 2012 - 2013

Les chefs d'entreprises de la région anticipent une stabilisation, voire une légère reprise en 2012 : leurs chiffres d'affaires devraient se maintenir (pour 40% d'entre eux) voire augmenter (30%), le niveau de leurs investissements devrait se maintenir (41%) voire diminuer (28%), et enfin, leurs effectifs devraient se stabiliser (64%).

Les chefs d'entreprises métropolitains anticipent, comme au niveau régional, une stabilisation voire une légère reprise en 2012 : leurs chiffres d'affaires devraient rester stables (39%) voire augmenter (30%), le niveau de leurs investissements devrait se maintenir (42%), voire diminuer (23%) ; l'emploi devrait se stabiliser (60%).

Approche Sectorielle

L'INDUSTRIE : DES CHIFFRES D'AFFAIRES STABLES EN 2012, DES INVESTISSEMENTS ET DES CRÉATIONS D'EMPLOIS LIMITÉS

LE CHIFFRE D'AFFAIRES GLOBAL	
2011	2012
<p>A l'échelle de la région, Le chiffre d'affaires global a progressé de 5,1% en 2011 notamment du fait de la croissance des ventes réalisées à l'exportation (+8,8%). Tous les secteurs industriels enregistrent une progression de leurs chiffres d'affaires exception faite du secteur des industries de la fabrication de matériels de transports (les chiffres d'affaires du secteur chutent de 2,5% en raison notamment d'une réduction des chiffres d'affaires réalisés à l'export (-6,3%)). La progression des chiffres d'affaires des autres secteurs s'effectue à des rythmes différents :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ les industries des équipements électriques et électroniques ont connu la plus forte progression de chiffres d'affaires (+8,1%) en lien avec la progression des chiffres d'affaires réalisés à l'export (+5,1%). ▶ Les industries de fabrications d'autres produits industriels enregistrent la seconde meilleure performance (+8,0%) à rapprocher de la croissance du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation (+8,8%). Toutes les branches du secteur connaissent une croissance de leurs chiffres d'affaires à l'exception de celle de la chimie (-0,4%). Les plus belles performances ont été réalisées par la branche de la métallurgie (+15,1%), celle de la plasturgie (+9,7%) et celle du textile (+6,3%). ▶ les industries agroalimentaires se situent en troisième position. Leurs chiffres d'affaires et leurs exportations progressent respectivement de 7,4% et de 12,6%. <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille, 38% des dirigeants interrogés estiment avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen, 30% un bon chiffre d'affaires. Le niveau des carnets de commandes est jugé moyen, voire bon (respectivement 52% et 23%), comme la rentabilité (39% des chefs d'entreprises interrogés la jugent moyenne, 27% bonne).</p>	<p>A l'échelle de la région, Les chefs d'entreprises interrogés envisagent le maintien de leurs chiffres d'affaires au niveau de 2011 (+0,1%). Hormis les industries agroalimentaires qui devraient connaître une progression de leurs chiffres d'affaires (+2,4%) et celles du transport, qui elles, devraient connaître un repli (-1,2%), tous les secteurs industriels tablent sur une stagnation de leurs chiffres d'affaires. En parallèle, les exportations industrielles devraient connaître un léger repli (-1,2%).</p> <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille, A l'échelle de l'arrondissement, les dirigeants envisagent une augmentation (36% d'entre eux) ou une stagnation de leurs chiffres d'affaires (30%), comme de leurs carnets de commandes (45% et 25%). Ils estiment que leurs rentabilités devraient rester stables (53%).</p>

Bilan et perspectives de l'économie de la région Nord - Pas de Calais et de l'arrondissement de Lille : l'essoufflement

LES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS	
2011	2012
<p>A l'échelle de la région, Les investissements industriels chutent en 2011 (-5,6%) contrairement aux prévisions formulées en 2011 (+6,2%). Deux secteurs enregistrent une progression de leurs investissements :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ la fabrication de matériels de transport (+52,5%), ▶ les industries agroalimentaires (+1,8%). <p>Deux secteurs connaissent un repli de leurs investissements :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ les industries des composants électriques et électroniques (-5,8%), ▶ la fabrication des autres produits industriels (-17,1%). Le niveau d'investissement est très différent d'une branche à l'autre. Les industries du bois, papier et de l'imprimerie ainsi que celle du textile et de l'habillement enregistrent une progression de leurs investissements (respectivement +34% et +15,9%). L'investissement est en repli dans les autres branches. Cette baisse fluctue entre 12,6% pour l'industrie du caoutchouc plastiques et -34,3% dans celle de la métallurgie. <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille, 31% des dirigeants estiment le niveau de leurs investissements égal à celui de 2010, 25,4% inférieur.</p> 	<p>A l'échelle de la région, Les investissements industriels devraient progresser (+3,7%) avec cependant de grandes différences d'un secteur à l'autre : une augmentation dans les industries agroalimentaires (+23%), de fabrication de matériels de transport (+16%) et des composants électriques et électroniques (+11,3%) ; une réduction dans la branche de la fabrication d'autres produits industriels (-5,8%).</p> <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille, 46,3% des dirigeants interrogés estiment que le niveau de leurs investissements sera comparable à 2011, 26% qu'il sera plus élevé.</p>

L'EMPLOI INDUSTRIEL	
2011	2012
<p>A l'échelle de la région, L'emploi industriel s'est de nouveau dégradé en 2011 (-0,6%) alors que l'emploi intérimaire industriel progressé (+10,6%). L'emploi progresse dans le secteur de la fabrication de composants électriques, électroniques (+3,3%). Il se maintient ou diminue dans les trois autres secteurs industriels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ L'emploi se maintient relativement dans l'industrie agroalimentaire (-0,4%), ▶ L'emploi diminue légèrement dans celle des matériels de transport (-0,6%), ▶ L'emploi diminue plus nettement dans le secteur des autres produits industriels quelle que soit la branche (-0,9%). <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille, 55,6% des dirigeants interrogés ont eu une démarche de recrutement en 2011.</p>	<p>A l'échelle de la région, L'emploi industriel régional devrait se dégrader (-0,9%), notamment l'emploi intérimaire (-15,5%).</p> <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille, 63,4% des dirigeants interrogés estiment que l'emploi se maintiendra.</p>

Bilan et perspectives de l'économie de la région Nord - Pas de Calais et de l'arrondissement de Lille : l'essoufflement

LE BÂTIMENT - GÉNIE CIVIL :

UNE LÉGÈRE PROGRESSION DE L'ACTIVITÉ EN 2012 QUI NE S'ACCOMPAGNERA PAS DE CRÉATIONS D'EMPLOIS, NI D'INVESTISSEMENTS MASSIFS

2011	2012
<p>A l'échelle de la région,</p> <p>► La production En 2011, la production du secteur du bâtiment - génie civil s'inscrit en progression par rapport à 2010 (+4,2%). La production progresse dans les deux branches du secteur.</p> <p>► Les investissements Les investissements du secteur s'inscrivent en repli (-1,2%) : les investissements baissent fortement dans la branche du gros œuvre (-24,3%), ils progressent dans le second œuvre (+12,0%) et dans les travaux publics (+7,9%).</p> <p>► Les effectifs Les effectifs se maintiennent (+0,3%), l'emploi intérimaire progressant plus fortement (+2,6%).</p> <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille,</p> <p>► Le chiffre d'affaires 41,9% des dirigeants interrogés jugent qu'ils ont réalisé des chiffres d'affaires moyens en 2011, 37,8% les jugent bon. Les carnets de commandes sont jugés moyens (48,6%) ou bons (27,8%).</p> <p>► Les investissements Le niveau d'investissement observé en 2011 est comparable à celui de 2010 pour 26,8% des chefs d'entreprises interrogés ; supérieur pour 25,4%. 26,8% déclarent, cependant, ne pas avoir investi en 2011.</p> <p>► Les effectifs 49,3% des dirigeants interrogés ont eu une démarche de recrutement en 2011.</p>	<p>A l'échelle de la région,</p> <p>► La production Les chefs d'entreprises de la région interrogés s'attendent à une légère progression de leur activité (+1,7%).</p> <p>► Les investissements L'effort d'investissement devrait se réduire (-2,7%).</p> <p>► Les effectifs Les effectifs du secteur devraient rester stables (+0,3%) alors que l'emploi intérimaire pourrait se réduire (-11,0%).</p> <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille,</p> <p>► Le chiffre d'affaires Les chefs d'entreprises estiment que leurs chiffres d'affaires resteront stables (47,3%) ou augmenteront (25,7%).</p> <p>► Les investissements Le niveau de leurs investissements devrait se stabiliser (46,3%) ou baisser (25,4%).</p> <p>► Les effectifs Les effectifs du secteur devraient se maintenir (60%).</p>

Bilan et perspectives de l'économie de la région Nord - Pas de Calais et de l'arrondissement de Lille : l'essoufflement

SERVICES

(transport, activités financières et assurances, activités immobilières, services aux entreprises, services aux particuliers, café-hôtel-restaurant) :

DES CHIFFRES D'AFFAIRES QUI DEVRAIENT RESTER STABLES EN 2012 COMME LE NIVEAU D'INVESTISSEMENT ET L'EMPLOI

2011	2012
<p>A l'échelle de la région, ► Les effectifs Chiffres d'affaires, investissements, emploi : des résultats en demi-teinte 40,2% des chefs d'entreprises de la région interrogés estiment avoir réalisé des chiffres d'affaires moyens en 2011, 37,8%, de bons chiffres d'affaires. 29,3% déclarent avoir plus investi en 2011 qu'en 2010, 27,9% avoir autant investi. 46,5% estiment leur rentabilité moyenne, 26,6% la jugent mauvaise. En termes de recrutements, 59,4% des chefs d'entreprises interrogés déclarent ne pas avoir eu de démarche de recrutement en 2011.</p> <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille, ► Les effectifs Chiffres d'affaires, investissements, emploi : des résultats mitigés 40,5% des chefs d'entreprises interrogés estiment avoir réalisé des chiffres d'affaires moyens, 31,7%, de bons chiffres d'affaires. 29,4% ont davantage investi en 2011 qu'en 2010, 24,9% autant, 23,9% n'ont pas investi. Ils jugent leur rentabilité plutôt moyenne (43%), voire bonne (26,6%). En termes de recrutements, 55,7% des chefs d'entreprises interrogés déclarent ne pas avoir engagé de démarches de recrutement au cours de l'année. Deux secteurs ne s'inscrivent pas dans ce schéma : celui des hôtels-café-restaurants et celui de l'information et de la communication. 62% des chefs d'entreprises interrogés dans ces branches, déclarent avoir eu une démarche de recrutement au cours de l'année 2011.</p>	<p>A l'échelle de la région, ► Les effectifs Chiffres d'affaires, investissements, emploi : des résultats en demi-teinte 40,9% des chefs d'entreprises de la région interrogés anticipent une stabilité de leurs chiffres d'affaires, 30,8% une hausse. 36,6% estiment que leur rentabilité se maintiendra, 32,6% qu'elle baissera. Pour 41,2% des chefs d'entreprises interrogés, le niveau d'investissement devrait se maintenir au niveau de 2011, se réduire pour 29,9%. Au final, 66,2% pensent que leurs effectifs resteront stables.</p> <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille, ► Les effectifs Chiffres d'affaires, investissements, emploi : des résultats mitigés 41,7% des dirigeants pensent que leurs chiffres d'affaires devraient se stabiliser, 30,9% estiment qu'ils augmenteront. Pour 42% des chefs d'entreprises interrogés, le niveau de leurs investissements en 2012 sera comparable à celui observé en 2011, pour 22,9%, il sera inférieur. Au final, l'emploi devrait se maintenir (57,7% des répondants), voire augmenter (21,7%).</p>

COMMERCE

2011	2012
<p>A l'échelle de la région, ► Les effectifs Chiffres d'affaires, investissements, emploi : des résultats contrastés. Les chefs d'entreprises interrogés estiment avoir réalisé des chiffres d'affaires moyens (39%) ou bons (34,2% des réponses) en 2011. Le niveau de leurs investissements s'est révélé plus élevé en 2011 qu'en 2010 (43,2% des réponses) ou comparable (24,2%). 67,6% des dirigeants n'ont pas engagé de démarches de recrutement en 2011.</p> <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille, ► Les effectifs Chiffres d'affaires, investissements, emploi : des résultats mitigés 43,6% des chefs d'entreprises estiment leurs chiffres d'affaires moyens et 26,7% l'estiment bons. 32,4% des répondants déclarent ne pas avoir investi en 2011, 27,1% ont investi plus qu'en 2010, 21,8%, moins qu'en 2010. 67,3% des dirigeants n'ont pas engagé de démarches de recrutement en 2011.</p>	<p>A l'échelle de la région, ► Les effectifs Chiffres d'affaires, investissements, emploi : des résultats contrastés. Les chefs d'entreprises de la région interrogés anticipent une année 2012 mitigée: leurs chiffres d'affaires devraient rester stables (37,3% des réponses) ou augmenter (30,3%). Le niveau de leurs investissements devrait se stabiliser au niveau de 2011 (36%) ou diminuer (31,1%). 64,3% des dirigeants estiment que l'emploi devrait se maintenir.</p> <p>A l'échelle de l'arrondissement de Lille, ► Les effectifs Chiffres d'affaires, investissements, emploi : des résultats mitigés A l'échelle de l'arrondissement de Lille, les prévisions sont assez comparables aux prévisions régionales: 35,3% des dirigeants estiment que leurs chiffres d'affaires se maintiendront, pour 28,9% qu'ils augmenteront. Le niveau de leurs investissements devrait être comparable à celui de 2011 pour 40,9% des chefs d'entreprises interrogés, être plus faible pour 24,2% d'entre-eux. Enfin, 62,1% des dirigeants pensent que l'emploi restera stable.</p>

Indicateurs "repères"

	Dernière donnée disponible	Taux de croissance annuel moyen longue période	Taux de croissance annuel moyen entre 2008 et 2010	Taux de croissance annuel moyen dernière année	
T I S S U E C O N O M I Q U E	Nombre d'établissements <i>Source : pôle emploi</i>	31 décembre 2010	2000-2008	2008-2010	2009-2010
	Arrondissement de Lille	27 640	+0,4%	-0,1%	+0,2%
	Région	77 903	+0,4%	-0,2%	-0,3%
	France	1 586 185	+0,8%	-0,7%	-0,9%
	Nombre de créations d'entreprises <i>Source : je crée en Nord Pas de Calais</i>	2011			2010-2011
	Arrondissement de Lille	9 825	nd	nd	-4,7%
	Région	24 427			-8,0%
	France	549 161			-11,7%
	Nombre de défaillances <i>Source : CCI R</i>	2011			2010-2011
	Arrondissement de Lille	1 274	nd	nd	0,3%
	Région	3 256			-3,9%
	France	58 195			-0,8%

	Dernière donnée disponible	Taux de croissance annuel moyen longue période	Taux de croissance annuel moyen entre 2008 et 2010	Taux de croissance annuel moyen dernière année	
E M P L O I	Nombre d'emplois salariés <i>Source : URSSAF</i>	4^e trimestre 2011	4^e trim. 2000-4^e trim. 2008	4^e trim. 2008 - 4^e trim. 2010	4^e trim. 2010 - 4^e trim. 2011
	Arrondissement de Lille	398 370	+0,4%	-0,3%	+0,5%
	Région	1 028 287	+0,4%	-0,9%	+0,7%
	France	17 941 155	+0,8%	-0,7%	+0,7%
	Masse salariale (en milliers) <i>Source : URSSAF</i>	4^e trimestre 2011	4^e trim. 2000-4^e trim. 2008	4^e trim. 2008 - 4^e trim. 2010	4^e trim. 2010 - 4^e trim. 2011
	Arrondissement de Lille	2 769 736	+3,2%	+1,3%	+3,7%
	Région	6 580 142	+3,1%	+0,2%	+3,6%
	France	126 727 485	+3,5%	+0,7%	+3,4%
	Taux de chômage <i>Source : INSEE</i>	4^e trimestre 2011	4^e trim 2005 - 4^e trim 2008	4^e trim 2008 - 4^e trim 2010	4^e trim 2010 - 4^e trim 2011
	Arrondissement de Lille	12,1%	-1,6 point	+1,9 point	-0,2 point
	Région	12,7%	-1,3 point	+1,8 point	-0,1 point
	France	9,4%	-1,4 point	+1,6 point	+0,1 point
	Demande d'emploi (Catégories A,B,C) <i>Source : DIRECCTE (cvs-cjo)</i>	31 décembre 2011	2000-2008	2008-2010	2010-2011
	Arrondissement de Lille	100 191	-0,2%	+10,4%	+3,7%
	Région	331 195	-0,8%	+9,9%	+3,9%
	France	4 270 700	-0,7%	+11,4%	+5,5%
	dont Demande d'emploi junior (nombre et part relative)				
	Arrondissement de Lille	16 975 (16,9%)	+0,1%	+5,8%	-0,1%
Région	64 374 (19,4%)	+0,0%	+4,7%	-1,0%	
France	643 500 (15,1%)	+0,6%	+7,8%	+2,6%	
dont Demande d'emploi senior (nombre et part relative)					
Arrondissement de Lille	16 977 (16,9%)	-1,9%	+18,0%	+12,2%	
Région	57 898 (17,5%)	-0,9%	+18,2%	+13,9%	
France	872 700 (20,4%)	-0,9%	+18,7%	+15,3%	
dont Demande d'emploi de longue durée (nombre et part relative)					
Arrondissement de Lille	41 686 (41,6%)	-2,1%	+21,5%	+6,1%	
Région	140 893 (42,5%)	-2,8%	+20,1%	+5,9%	
France	1613 900 (37,8%)	-3,5%	+23,6%	+6,2%	

nd : non disponible

Indicateurs "repères"

	Dernière donnée disponible	Taux de croissance annuel moyen longue période	Taux de croissance annuel moyen entre 2008 et 2010	Taux de croissance annuel moyen dernière année
Population <i>Source : INSEE</i>				
Arrondissement de Lille	2008	1999 -2008		
Population	1 198 923	+0,2%	nd	nd
- due au solde naturel		+0,8%		
- due au solde apparent des entrées sorties		-0,6%		
France Métropolitaine	2008	1999 -2008		
Population	62 134 866	+0,7%	nd	nd
- due au solde naturel		+0,4%		
- due au solde apparent des entrées sorties		+0,3%		
Immobilier de bureau : bilan des transactions <i>Source : OBM Lille Métropole, BNP Paribas - Real Estate</i>	2011	2002-2008	2008-2010	2010-2011
Arrondissement de Lille	130 816	+1,5%	+6,9%	-29,3%
France (hors Ile de France)	1 350 000	+3,3%	+4,3%	-3,2%
Taux d'occupation des hôtels homologués <i>Source : CRT</i>	2011	2002-2008	2008-2010	2010-2011 (en point)
Arrondissement de Lille	63,5%	nd	nd	+0,7 point
Région				
France				

nd : non disponible

Entreprises

Les établissements privés employeurs : les établissements privés employeurs correspondent aux établissements du secteur privé industriel, artisanal et commercial employant au moins un salarié en vertu d'un contrat de travail écrit ou verbal, quelle que soit sa branche d'activité.

*Source : Pôle emploi, Unistatis.
Précision : La donnée est annuelle.*

Les créations d'entreprises : le champ d'observation s'étend à l'ensemble des activités marchandes hors secteur agricole. Une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, c'est-à-dire que la création d'entreprise doit impérativement être accompagnée de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production.

*Source : Apce - Insee - Je crée.com.
Précision : La donnée est mensuelle.*

Les défaillances d'entreprises : sont retenues comme défaillantes les entreprises ayant fait l'objet d'une ouverture de redressement ou liquidation judiciaire directe (ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédures, à savoir les liquidations judiciaires ou plans de redressement jugés après l'ouverture d'un redressement judiciaire ; les cessations amiables d'activité. Les défaillances sont comptabilisées à la date du jugement, et non à la date de publication de l'information).

*Source : Altares - CCIR Nord-Pas de Calais.
Précision : La donnée est trimestrielle.*

Emploi

Le nombre d'emplois et salaire moyen : La donnée couvre l'ensemble des cotisants exerçant une activité en France dans un secteur concurrentiel (tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et l'agriculture). Chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail.

*Source : URSSAF - AcoSS (données CVS).
Précision : La donnée est trimestrielle, corrigée des variations saisonnières.*

Le salaire moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale du trimestre à l'effectif moyen observé sur le trimestre

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle Emploi : Les données concernent les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle Emploi. Depuis février 2009, les demandeurs d'emploi sont présentés selon les regroupements suivants. La catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ; la catégorie B ceux tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte, c'est à dire de 78 heures ou moins au cours du mois ; la catégorie C ceux tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue, c'est à dire de plus de 78 heures au cours du mois ; la catégorie D ceux non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi, et enfin la catégorie E ceux non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés). La catégorie A, B, C regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

*Sources : Pôle emploi / DIRECCTE-SEPES.
Précision : La donnée est mensuelle, corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrés.*

Attractivité

Solde migratoire : le solde migratoire est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année. Ce concept est indépendant de la nationalité.

Source : INSEE recensement de la population

La commercialisation de bureaux : Les données proviennent des membres de l'Observatoire des bureaux de Lille Métropole et portent sur les transactions de bureaux identifiés.

Source : Observatoire des bureaux de Lille Métropole (OBM), BNP Paribas - Real Estate. Précision : la donnée est trimestrielle.

Taux d'occupation des hôtels homologués

Le taux d'occupation des hôtels est le rapport entre le nombre de chambres occupées et le nombre de chambres effectivement disponibles sur la période considérée.

Source : Comité Régional de Tourisme Nord - Pas de Calais

Bilan 2011 et perspectives 2012

3 conférences :

- ▶ « Bilan 2011 et Perspectives 2012 » Banque de France, CCI Région Nord de France,
- ▶ « Conjoncture et perspectives économiques 2012 » par Jean-Michel Boussemart, directeur-délégué de COE-REXECODE,
- ▶ « Conférence annuelle de l'Observatoire des bureaux de Lille Métropole », par André Bartoszak, CCI Grand Lille

Source : Banque de France, CCI Région Nord de France

Précision : les données sont issues d'enquêtes.

OPE de Lille Métropole

Tableau de bord n°2 - Premier trimestre 2012

Pour ce numéro :

Directeur de publication : Chantal DELAHOUTRE (ADULM)

Rédaction et traitement des données : Annabelle GRAVE (CCI de Région Nord de France) Isabelle LEROI (URSSAF), Nicolas SAROSDI (CCI GL), Aurélie THOREL (CBELM), Thomas CRINQUETTE (CCI Région Nord de France), Yves FOSTIER (Lille Métropole), Marc BOUSCASSE (ADULM), Corinne VALITON (ADULM), André BARTOSZAK (CCI Grand Lille), Anne VANDEWIELE (ADULM), Sylvie SCHOELENS (CCI Grand Lille)

Mise en page : Jean-François BREITENBACH (ADULM)